

Le ralentissement se confirme

Produit Intérieur Brut

	2009	2010e	2011e	2012e
PIB (milliards de F.CFP)	744,7	816,7	840,4	855,5
PIB/hab (millions de F.CFP)	3,0	3,3	3,3	3,3

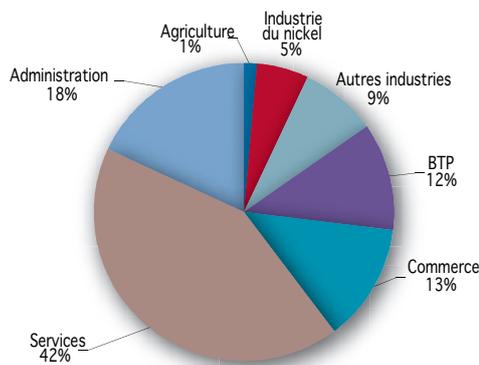
e : estimation

Croissance réelle

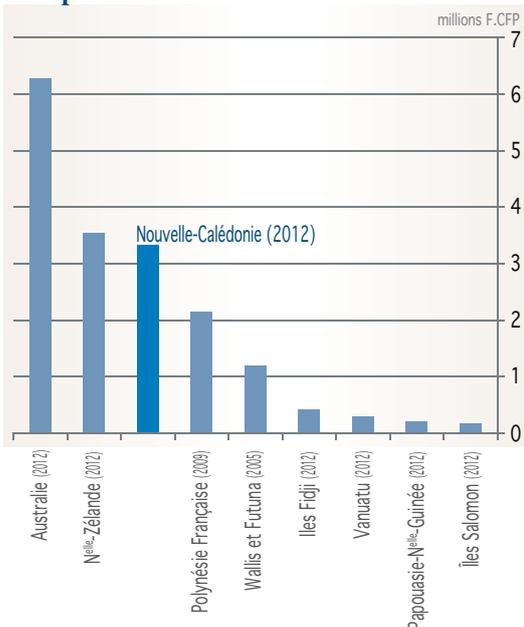
	Moyenne annuelle 1998/2009	2010e	2011e	2012e
PIB	3,3	3,9	3,0	2,2
Consommation finale*	3,5	2,0	3,0	2,6
Investissement	10,2	26,1	-5,1	-6,5
Importations	5,2	27,9	-1,2	-4,3
Exportations	-0,2	9,7	5,3	2,5

* consommation des ménages + consommation des administrations publiques

Répartition sectorielle de la valeur ajoutée



PIB par habitant



L'année 2012 marque un nouveau ralentissement de l'économie calédonienne. La croissance réelle s'établit à 2,2%, un niveau inférieur à la moyenne des dix dernières années. Cet affaiblissement s'explique essentiellement par le recul de l'investissement.

En effet, les grands chantiers publics et privés, qui avaient joué un rôle moteur dans l'économie calédonienne ces dernières années, sont arrivés à leur terme. Si ces grands chantiers avaient soutenu la croissance par leurs effets d'entraînement, leur achèvement induit a contrario un repli de la demande qui pénalise certains secteurs. Le BTP est particulièrement touché avec une réduction de son volume d'activité après deux années de progression.

Néanmoins, les branches d'activité ne subissent pas toutes ce ralentissement. Ainsi, les services et l'industrie restent portés par une demande robuste. En effet, ces secteurs sont davantage sollicités par la montée en puissance des nouvelles usines métallurgiques. Par ailleurs, la consommation des ménages continue de progresser. Elle a profité d'une inflation modérée (+1,8%) et a été stimulée par une importante revalorisation du SMG (+7%) et par une augmentation de l'emploi salarié. Celle-ci est toutefois moins vigoureuse que les années précédentes (+1,2%), à l'image de l'activité générale.

L'activité du secteur nickel est quant à elle en légère progression, malgré une conjoncture mondiale défavorable marquée par une forte baisse des prix du nickel au LME (-23%). En volume, la métallurgie maintient son niveau de production grâce aux bonnes performances de la SLN, qui compensent la fermeture de l'usine de Vale NC durant la moitié de l'année suite à un incident technique. L'activité des mineurs progresse. Les exportations de minerai augmentent de 7%, poussées par la demande de l'usine coréenne de Gwangyang, filiale de la SMSF. Cependant, la baisse des cours du nickel combinée à une nouvelle augmentation du prix des hydrocarbures pénalise fortement le secteur : au total, la valeur ajoutée nominale de la branche nickel chute.

Le commerce extérieur contribue positivement à la croissance en volume. En effet, les importations diminuent, emportées par la chute sévère des achats de matériels d'équipement et de produits industriels découlant de la fin du chantier de l'usine du Nord. Inversement, les exportations augmentent grâce à la hausse des quantités de nickel vendues à l'étranger. Toutefois, ce constat s'inverse en valeur en raison d'une évolution défavorable des prix : le renchérissement des hydrocarbures alourdit la facture énergétique tandis que la baisse des cours du nickel entraîne une diminution du montant des exportations. Il en résulte un nouveau creusement du déficit commercial qui s'établit à -179 milliards de F.CFP.

AVERTISSEMENT

Ce document est la septième publication d'un compte économique rapide pour la Nouvelle-Calédonie. Les résultats présentés sont des estimations effectuées à l'aide d'un modèle macro-économique sur la base des comptes définitifs 2009 projetés en fonction des données disponibles pour les années suivantes jusqu'en 2012. Il ne s'agit pas d'un compte définitif et ces résultats sont donc amenés à être révisés au fur et à mesure de l'obtention de nouvelles données.



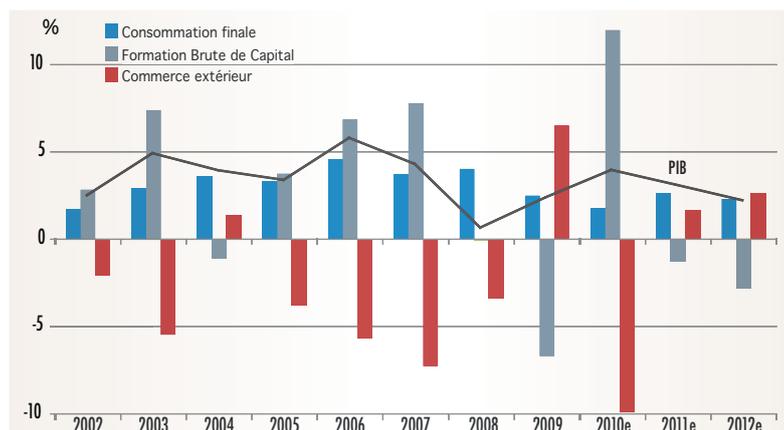
La consommation des ménages résiste

La consommation des ménages reste un socle solide de la croissance malgré un ralentissement en 2012 (+2,8% après +3,6% en 2011). Elle représente 65% du PIB, soit deux points de plus que l'année précédente. Son évolution est à l'image de celle du marché du travail : l'emploi salarié poursuit sa progression, mais à un rythme moins rapide qu'en 2011 (+1,2% contre +3,7% en 2011).

Le pouvoir d'achat des bas salaires a bénéficié d'une forte revalorisation du SMG (+7%) qui s'établit à 150 000 FCFP. Il profite également d'une inflation contenue (+1,8%), qui ralentit pour la deuxième année consécutive malgré une nouvelle appréciation des dollars australien et néo-zélandais. En effet, l'inflation importée par ces monnaies est restée limitée, les importateurs ayant privilégié les produits en provenance de la métropole.

Néanmoins, une certaine frilosité est apparue dans les comportements de consommation, comme en atteste la baisse des nouvelles immatriculations de véhicules neufs (-6%). Le ralentissement des encours de crédits à la consommation (+1%) corrobore ce constat général en demi-teinte.

Contribution à la croissance : la baisse de l'investissement freine la croissance



L'investissement reste en berne

L'investissement, qui avait déjà connu un coup d'arrêt en 2011, reste dans une situation difficile en 2012. Certes, le secteur public et les ménages accroissent leur effort d'équipement, mais ils ne compensent pas le recul de l'investissement des entreprises.

Ainsi, après une année 2011 en retrait marquée par la fin de grands chantiers publics (les infrastructures pour les jeux du Pacifique et l'agrandissement de l'aéroport de Tontouta), les investissements publics trouvent un nouveau souffle avec le début du chantier du Médipôle.

De même, l'investissement des ménages accélère (+7,5%) après une année 2011 déjà positive (+2,4%). Les attestations de conformité délivrées par le COTSUEL¹ témoignent d'une commande de logements supérieure à celle de 2011 (+7%), particulièrement sur la zone VKP en pleine croissance.

Toutefois, la construction de l'usine du Nord, qui avait fortement stimulé l'économie, arrive à son terme et l'investissement des entreprises en pâtit (-11%). L'activité de construction est en perte de vitesse. De même, les importations de matériels d'équipement diminuent fortement : KNS réduit ses achats d'ensembles industriels et les acquisitions des entreprises hors nickel stagnent. Ainsi, le taux d'investissement² des entreprises continue de baisser et perd quatre points en 2012 pour atteindre 30%.

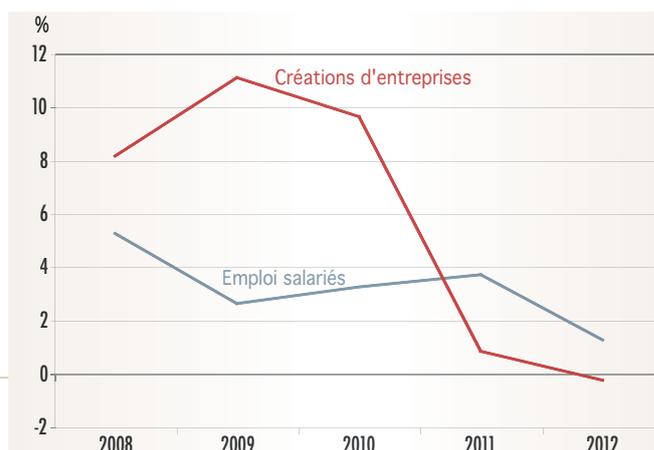
Le secteur productif ralentit, le BTP en difficulté

Durant ces dernières années, la Nouvelle-Calédonie a profité de grands chantiers publics et privés, véritable moteur de croissance pour l'économie. Cette forte demande a directement impacté l'activité de construction et les services aux entreprises, et a eu des effets en chaîne sur le reste du secteur productif. A l'inverse, l'achèvement de ces projets en 2012 freine certains secteurs d'activité. La croissance de l'emploi salarié ralentit et les créations d'entreprises diminuent légèrement après une forte croissance sur la dernière décennie.

Le BTP est particulièrement touché. Il perd même de l'emploi (-2,7%), phénomène sans précédent depuis 2003. Les ventes de ciment diminuent de 15% en volume, baisse imputable pour moitié à l'achèvement de la construction de l'usine du Nord. De même, le commerce marque le pas après une année 2011 de forte croissance. Il subit les effets du ralentissement de la consommation des ménages. Néanmoins, sa part dans la valeur ajoutée se maintient.

Toutefois, certains secteurs font preuve d'une certaine résilience. Ainsi, les services restent bien orientés, notamment grâce aux contrats de sous-traitance des grandes entreprises. En effet, si la fin du chantier de l'usine du Nord impacte négativement l'activité de construction, la montée en régime de la production de métal induit une demande en services assurant un relais pour le secteur productif. De leur côté, les services liés au tourisme se sont stabilisés après l'excellent millésime de 2011. Les services représentent 42% de la valeur ajoutée totale, tout comme en 2011. L'industrie hors nickel se porte bien également, grâce à une demande appuyée des entreprises et des ménages en produits locaux. C'est dans ce secteur que l'emploi progresse le plus (+6,5%).

L'emploi salarié ralentit et les créations d'entreprises diminuent



¹ COTSUEL : Comité Territorial pour la Sécurité des Usagers de l'Électricité

² Investissement rapporté à la valeur ajoutée

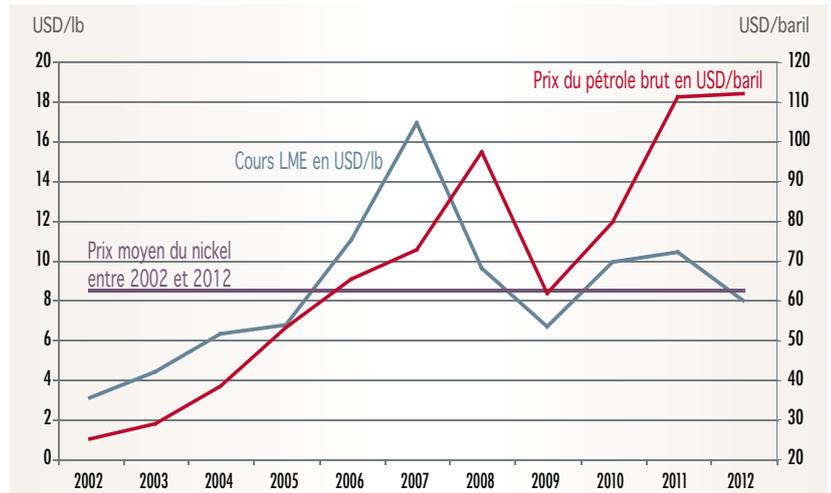
Le nickel : quelques bonnes performances dans une conjoncture difficile

Les résultats de la branche nickel présentent un double visage en 2012. Si l'activité progresse en volume, la baisse des cours du nickel combinée à une nouvelle hausse du prix des intrants pénalise le résultat des entreprises et la création de valeur ajoutée. En effet, la situation sur le marché mondial du nickel continue de se dégrader. Si la demande augmente de 3%, l'offre progresse encore plus rapidement (+6%) en raison de la mise en place de nouvelles capacités de production de fonte au nickel chinoise. Par conséquent, le cours moyen du nickel au LME décroît fortement (-23%) et descend légèrement sous le seuil de 8\$/lb en moyenne sur l'année.

Dans ce contexte défavorable, l'activité métallurgique se maintient avec un volume de production en augmentation de 0,4%. Les industriels du secteur connaissent toutefois des fortunes diverses : la SLN augmente sa production de 3,8%, mais Vale NC accuse une baisse de 24%, un incident technique dans son usine d'acide l'ayant contraint à interrompre sa production durant la moitié de l'année. L'extraction minière est quant à elle bien orientée après un repli en 2011, et ce malgré des conditions climatiques peu favorables. La production augmente de 2,3% et les exportations de 7,3% en volume, les mineurs ayant en grande partie écoulé les stocks constitués en 2011. Ces bons résultats s'expliquent par la forte progression des ventes de sapolites (+22%), plus riches en nickel, sous la poussée des expéditions de minerai vers l'usine SMS/Posco en Corée. Au contraire, les ventes de latérites, en chute de 15%, subissent la diminution de la demande australienne.

Si le volume d'activité a résisté, les effets de prix ont à l'inverse été particulièrement défavorables. La branche nickel a été sévèrement touchée par la conjoncture internationale qui s'est traduite non seulement par un repli des cours mais également par le renchérissement de ses matières premières. Ainsi, les prix des combustibles, principaux postes de consommation intermédiaire du nickel, n'ont cessé d'augmenter depuis 2009. Le fioul lourd et le charbon sont utilisés pour produire l'électricité qui alimente les usines métallurgiques, et le gazole est indispensable à l'activité minière notamment pour le transport du minerai. Ces intrants prennent une part croissante dans les coûts d'exploitation. La conséquence est lourde : la valeur ajoutée nominale du nickel, qui s'élevait à 59 milliards de F.CFP en 2011, chute à 42 milliards de F.CFP en 2012.

Le nickel baisse, pas le pétrole

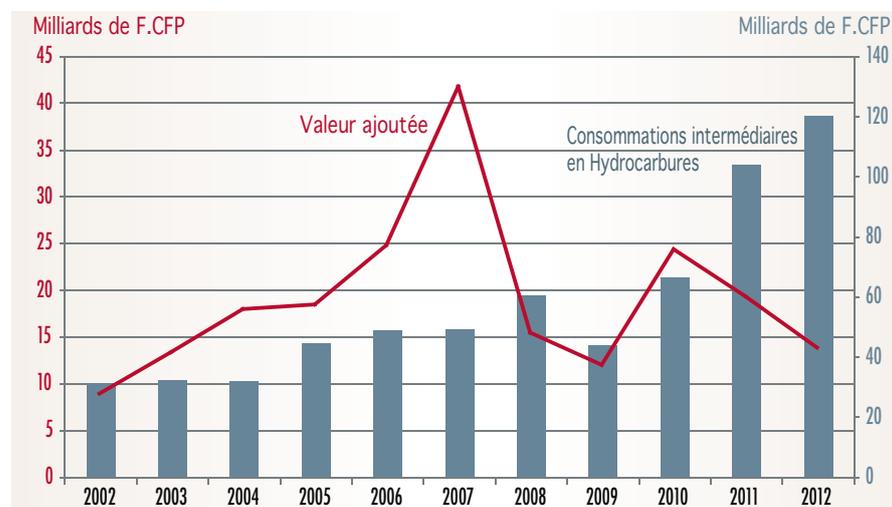


Les échanges extérieurs se réduisent, la balance commerciale se creuse

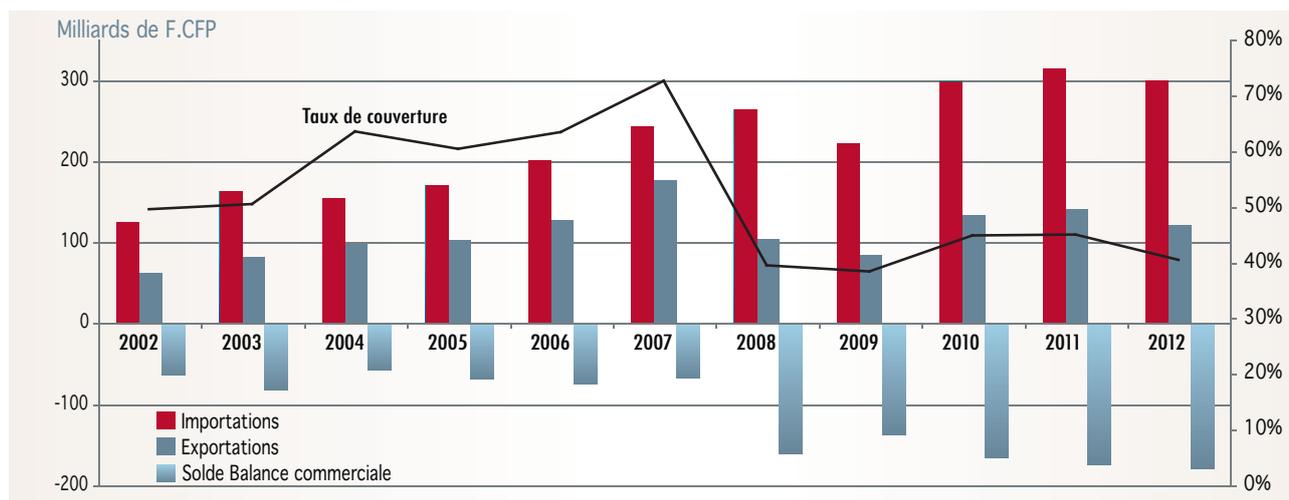
A l'instar de l'activité du nickel, le commerce extérieur présente un bilan contrasté : en volume, l'évolution des flux extérieurs, marquée par la baisse des importations, contribue positivement à la croissance. Mais les effets de prix très défavorables pèsent sur la balance commerciale qui continue de se dégrader.

Avec la fin du chantier de l'usine du Nord, les importations de matériels d'équipement et de produits industriels chutent, entraînant une baisse du niveau global des importations. A l'inverse, les exportations augmentent en volume, poussées par la demande extérieure en minerais de nickel. Ces mouvements conjoints permettent au commerce extérieur de contribuer positivement à la croissance réelle.

Le renchérissement des consommations intermédiaires pénalise la valeur ajoutée du secteur nickel



Le solde commercial très déficitaire



Mais, à l'inverse, l'évolution des prix est préjudiciable au solde commercial. En effet, la forte baisse des cours du nickel entraîne une chute de 20 milliards de F.CFP des exportations malgré l'augmentation des quantités vendues. Par ailleurs, le renchérissement des hydrocarbures limite la baisse des importations, qui ne se contractent que de 15 milliards de F.CFP en 2012, soit une baisse de seulement 5% par rapport au niveau

record atteint en 2011. Les ventes à l'extérieur diminuant plus que les achats, la balance commerciale se creuse encore pour atteindre -179 milliards de F.CFP.

Le taux de couverture perd près de 4 points en un an et passe de 44% à 41%. Le solde extérieur (incluant biens et services) affiche un déficit encore plus marqué avec la vive augmentation des importations de services aux entreprises (+26%).

CEROM

Le projet CEROM a pour objectif de contribuer au développement progressif de la capacité d'analyse des évolutions des économies ultramarines. Les premiers travaux ont été menés sur l'économie guadeloupéenne, dès 2002. Un séminaire organisé en Polynésie française en mai 2004 a réuni, outre les trois premiers partenaires du projet (AFD, IEDOM, INSEE), des représentants de l'IEOM (Institut d'Émission d'Outre-Mer) et des instituts territoriaux de statistique (ISPF pour la Polynésie, ISEE pour la Nouvelle-Calédonie).

Le projet est bâti à partir de trois objectifs centraux :

- ▶ la conduite d'études macro-économiques (bilans macro-économiques, études sectorielles, simulations d'impact) ;
- ▶ l'élaboration de comptes économiques rapides, pilotée par l'INSEE ou les instituts de statistiques, permettant une évaluation des principaux agrégats comptables (PIB, consommation, investissement...) dès le milieu de l'année (n+1) ;
- ▶ la mise en place d'indicateurs synthétiques conjoncturels offrant des éléments précoces d'appréciation de la conjoncture ; ces travaux sont conduits par l'IEDOM-IEOM.

Le modèle TABLO adapté à la Nouvelle-Calédonie : MODELISEE

Le modèle TABLO est un modèle de type input-output quasi-comptable qui permet de projeter le dernier TES (Tableau des Entrée-Sorties) disponible de la comptabilité nationale en fonction d'hypothèses d'évolution en volume et en valeur, et grâce à un certain nombre de données connues dont :

- ▶ l'activité du nickel (production, exportations, prix) ;
- ▶ les résultats du commerce extérieur ;
- ▶ le nombre de salariés et le montant des salaires versés (estimés) par branche ;
- ▶ l'Indice des Prix à la Consommation détaillé ;
- ▶ certaines données relatives aux ménages.

Les publications de CEROM

◆ Études thématiques :

- Bilan macro-économique de La Réunion 2000-2010.
- Comparaison des prix entre la Nouvelle-Calédonie et la Métropole (2012)
- Emplois touristiques 2011 à La Réunion (2012)
- Les entreprises en Nouvelle-Calédonie (2011)
- Les entreprises à La Réunion : 2000 – 2008 (2011)
- Guyane - Amapa : Mieux structurer les territoires pour intensifier les échanges (2011)
- Mutations et évolutions de l'économie mahoraise à la veille de la départementalisation (2010)
- Le secteur de l'environnement à La Réunion (2009)
- Les défis de la croissance calédonienne (2008)

◆ Publications périodiques :

- Tableaux de bord trimestriels : Guadeloupe, Martinique, Réunion, Guyane, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française
- Comptes rapides annuels : Guadeloupe, Martinique, Réunion, Guyane, Nouvelle-Calédonie.

Pour en savoir plus

www.cerom-outremer.fr

www.isee.nc

www.ieom.fr

www.afd.fr

“Bilan économique et social 2012” - ISEE

“Rapport annuel 2012” de l'IEOM